

TABLE DES MATIÈRES

DROIT DE L'UNION, DROIT DE LA CEDH

Appartenir à l'Union

Liens institutionnels et liens de confiance dans les relations entre États membres

Loïc AZOULAI

I. – Appartenance et structure dans le droit de l'Union	27
A. – L'établissement d'un cadre	27
1. – Une doctrine institutionnelle	27
2. – Une doctrine de la légalité	30
3. – Une éthique de l'intégration	31
B. – L'appel à la communion	33
II. – La sortie du cadre	37
A. – Le droit de l'Union et les relations hors traités	38
1. – Les conflits	39
2. – Les coopérations	41
B. – Le droit de l'Union et la pluralité des ordres institutionnels	43

Quel gouvernement pour quelle Union Européenne ?

Elsa BERNARD

I. – Un gouvernement introuvable dans l'actuelle Union en crise	51
A. – La Commission : institution légitime sans pouvoirs décisionnels gouvernementaux	52
B. – Le Conseil européen : institution décisionnelle sans légitimité démocratique européenne	54
II. – Un gouvernement nécessaire dans une future Union politique	57
A. – De la gouvernance au gouvernement économique européen : une transition difficile	57
B. – Le projet d'Union politique et l'identification du gouvernement en son sein	60

**L'autonomie de l'Union européenne est-elle soluble
dans les droits de l'homme ?**

**Quelques propos (im)pertinents sur l'identité
constitutionnelle de l'Union européenne au travers
du prisme de l'adhésion de l'UE à la CEDH**

Frédérique BERROD

I. – La protection de l'autonomie comme noyau génétique de l'espace normatif de l'Union	68
A. – La protection incantatoire de l'autonomie	69
B. – La primauté comme absolu de l'Union.....	72
II. – La protection identitaire de l'autonomie des concepts du droit de l'Union	75
A. – L'affirmation d'une interprétation autonome résiduelle des droits fondamentaux.....	75
B. – Prendre les droits de l'homme au sérieux	79

**Le rôle respectif du constituant et du juge
dans la définition des actes législatifs, non législatifs
et réglementaires en droit de l'Union européenne**

Claude BLUMANN

I. – Approche conceptuelle	85
A. – Les critères classiques	86
1. – Définition sommaire de l'acte législatif	86
2. – Choix initiaux du constituant européen	87
B. – La solution inaboutie du Traité de Lisbonne	90
1. – Une nouvelle <i>summa divisio</i> : acte législatif et acte non législatif	90
2. – Les limites du critère procédural	94
II. – Approche contentieuse	97
A. – L'énigmatique acte réglementaire.....	98
1. – Retour sur les droits de recours des personnes physiques et morales.....	98
2. – Les contours de l'acte réglementaire	101

B. – Une solution non intégralement convaincante	103
1. – L'inconfortable problématique des droits fondamentaux	103
2. – À la recherche des mesures d'exécution	106

La Cour de justice de l'Union européenne : gardienne de ses pouvoirs

Aude BOUVERESSE

I. – La défense par la Cour de ses pouvoirs au sein l'ordre juridique de l'Union : la structuration constitutionnelle de l'ordre juridique de l'Union	112
A. – La structuration de l'Union dans un cadre constitutionnel .	112
B. – La défense de ses pouvoirs par ses pouvoirs	114
C. – Les justifications	115
II. – Les stratégies de défense développées par la Cour dans l'ordre international : l'incarnation de l'ordre juridique de l'Union	117
A. – La défense fermée : l'exclusivité de compétence de la Cour	117
B. – La défense partagée : la coalition avec les juridictions nationales et les États membres	121

Existera-t-il un jour une Cour suprême des États-Unis d'Europe ?

Jean-Paul COSTA

I. – Quels États-Unis d'Europe ?	127
II. – Quelle Cour suprême pour des États-Unis d'Europe ?	129
III. – Conclusion : que signifie « un jour » ?	134

Statut contentieux des vices de procédure : *fine tuning* franco-allemand à Luxembourg

Francis DONNAT

I. – <i>Fine tuning</i>	140
II. – Dialogue franco-allemand	142

Babel mise en abyme : l'Union européenne et les langues minoritaires

Olivier DUBOS

I. – Le respect croissant par l'espace européen des droits linguistiques.....	148
A. – Identité linguistique et identité de l'État	148
B. – Diversité linguistique et droits de l'homme.....	153
II. – La difficile promotion par le pouvoir européen des droits linguistiques.....	156
A. – Communication de l'Union et droits linguistiques	156
B. – Politiques publiques de l'Union et droits linguistiques.....	159

Der Unionsbürgerstatus als der “grundlegende Status der Angehörigen der Mitgliedstaaten”

Astrid EPINEY

I. – Einleitung	163
II. – Zu Erwerb und Verlust der Unionsbürgerschaft	164
III. – Zur Reichweite des Rechts auf Freizügigkeit	167
IV. – Zum Anwendungsbereich der Verträge im Sinne des Art. 18 AEUV	171
V. – Schluss	174

Le renvoi préjudiciel de l'article 267 TFUE dans le système de la Convention européenne des droits de l'homme

Francette FINES

I. – La garantie actuelle de la compétence préjudiciale de la C.J.U.E. par la Cour européenne des droits de l'homme	179
A. – Le contrôle de la méconnaissance des obligations en matière de saisine préjudiciale	179
1. – La garantie au titre du droit à un procès équitable	180
2. – La position européenne par rapport à un contrôle plus substantiel	182

B. – Une approche bienveillante du contrôle préjudiciel opéré par la C.J.U.E.	183
1. – La conventionnalité de la procédure dans le renvoi préjudiciel	184
2. – L'équivalence dans la protection préjudicelle	185
II. – La spécificité persistante du renvoi préjudiciel à la C.J.U.E. après l'adhésion à la CEDH	186
A. – Un épuisement des voies de recours internes n'incluant pas le renvoi préjudiciel.....	186
1. – Les insuffisances du mécanisme actuel dans un contexte d'adhésion	187
2. – L'invention du mécanisme de codéfendeur	188
B. – Un défaut de renvoi préjudiciel compensé par l'implication préalable de la C.J.U.E.	189
1. – Une implication protectrice du pouvoir de la C.J.U.E. 189	
2. – Une implication affectant les rapports entre les systèmes.....	190

Une relation internationale controversée : l'application de l'accord de Cotonou entre les A.C.P. et l'Union européenne

Jean-Claude GAUTRON

I. – Un changement systémique	195
A. – L'émergence de l'O.M.C. et l'instauration d'un nouveau régime commercial.....	196
B. – Les limites du changement : la coopération	199
II. – Une mise en œuvre complexe.....	202
A. – Les débats sur les accords de partenariat économique et leur faisabilité	202
B. – Une relation démultipliée	205

**Le développement de la « biométrisation » des migrants
dans l'Union européenne : au mépris du principe
de finalité et au service de la lutte contre l'immigration
irrégulière**

Fabienne GAZIN

I. – Les données biométriques : des données dont l'utilisation est soumise au principe de finalité	214
II. – La biométrisation des migrants au service de multiples objectifs, le cumul de finalités	216

**Les bienfaits de la défiance mutuelle dans l'espace
de liberté, de sécurité et de justice**

Catherine HAGUENAU-MOIZARD

I. – La défiance de certaines juridictions nationales.....	226
A. – Les manifestations de la défiance	226
1. – La décision <i>Rettinger</i> de la Cour suprême irlandaise ..	226
2. – Les décisions <i>HH, PH et FK</i> de la Cour suprême britannique	227
3. – Les décisions de la Cour de cassation française	227
B. – Les fondements juridiques de la défiance	228
1. – La décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen	228
2. – Les droits nationaux	229
3. – La Convention européenne des droits de l'homme ..	230
II. – L'attitude ambiguë de la Cour de justice de l'Union	230
A. – L'acceptation de la défiance dans le cadre de la politique d'asile	230
B. – Le refus de la défiance dans le cadre de la coopération judiciaire	231
1. – L'interdiction d'invoquer la Charte des droits fondamentaux de l'Union	232
2. – L'interdiction d'invoquer le droit constitutionnel interne	233
3. – L'alignement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice sur le marché intérieur	236

La Commission européenne après Lisbonne

Déclin ou changement de paradigme ?

Jean Paul JACQUÉ

I. –	Le déclin de la fonction législative	242
	A. – Le caractère largement formel du pouvoir d'initiative de la Commission	243
	B. – L'atténuation du contrôle sur le processus législatif	247
II. –	Le renforcement des pouvoirs de gestion, d'exécution et de contrôle	248
	A. – Le développement des tâches de gestion.....	249
	B. – La reconnaissance d'un pouvoir d'exécution propre à la Commission	250
	1. – Le pouvoir de la Commission repose sur la distinction entre législation et mesures d'exécution ..	251
	2. – Le titulaire du pouvoir d'exécution	252
	3. – La séparation horizontale des pouvoirs après Lisbonne et l'attribution du pouvoir exécutif à la Commission	252
	4. – La prise en compte de la séparation verticale des pouvoirs	253
	5. – La délicate délimitation de la notion d'exécution après Lisbonne : actes délégués et mesures d'exécution	256
	6. – L'adoption des mesures d'exécution et le contrôle de la Commission dans le cadre de la comitologie	258
	C. – Le pouvoir de contrôle	261
	1. – La fonction traditionnelle	261
	2. – L'amplification du rôle de la Commission suite à la crise financière	263

Compétence et engagement européen, À propos de deux qualités pour devenir membre de la Commission de l'Union européenne

Syméon KARAGIANNIS

I. –	Les multiples ambiguïtés du critère de compétence	269
II. –	La ferveur européenne : un critère d'exclusion ?.....	275

La souveraineté nationale est-elle soluble dans l'intégration européenne ?

Robert KOVAR

I. –	L'adaptation de la souveraineté aux exigences de l'intégration européenne	285
	A. – La souveraineté, un concept plurivoque.....	286
	B. – La souveraineté, un concept relativisé	291
II. –	La limitation de l'intégration européenne par les exigences de la souveraineté	295
	A. – La préservation par les droits nationaux de l'essence de la souveraineté des États membres.....	296
	B. – L'Union européenne s'oblige à respecter la souveraineté de ses États membres	304

La ballade du phoque et la plainte des Inuits : à propos de l'article 263-4 TFUE

Marie-Françoise LABOUZ

I. –	Le règlement dans tous ses états	315
II. –	Des requérants peu directement concernés et peu individuellement affectés par la commercialisation des produits dérivés du phoque	319
III. –	Le marché intérieur au service du bien-être animal	322

L'accès des services répressifs des États membres et d'Europol à Eurodac

François LAFARGE

I. –	Le cadre politique et juridique de l'ajout d'une finalité répressive à Eurodac.....	329
	A. – Le cadre politique : la « doctrine » des exécutifs de l'Union européenne vis-à-vis des bases de données de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice	329
	B. – Le cadre juridique de la finalité des bases de données	331
II. –	Les conditions accompagnant à l'accès d'autorités répressives et d'Europol à Eurodac	334
	A. – La condition de la nécessité	334
	B. – La condition de la proportionnalité	335

III. – Le droit applicable au traitement des données à caractère personnel issues de réponses à comparaison.....	337
A. – Le renvoi à un cadre juridique fragmenté	338
B. – Les dispositions communes contenues dans le nouveau règlement Eurodac	338
1. – Le traitement interne	339
2. – Dispositions concernant le transfert externe	340

Libres propos sur l'évolution du système et des équilibres institutionnels de l'Union européenne dans une Europe en crise

Erwan LANNON

I. – À la recherche d'un équilibre institutionnel : du traité CECA à Lisbonne ou la culture du compromis permanent ..	344
A. – Le traité CECA ou les fondements des premiers équilibres institutionnels	344
B. – Les traités de Rome : de nouvelles perspectives offertes aux institutions communautaires	345
C. – L'Acte unique européen ou l'apparition de nouveaux équilibres sous le signe d'une mutation identitaire des communautés originelles	346
D. – De Maastricht à Nice : à la recherche de nouveaux équilibres institutionnels au sein d'une nouvelle « Union européenne » et d'une « Communauté européenne » se substituant à la CEE	347
E. – Le traité de Lisbonne : de nouveaux équilibres institutionnels placés sous le signe d'une déconstitutionnalisation et de la suppression du cadre institutionnel unique	349
II. – L'unité dans la diversité, la géométrie variable et le renforcement de l'inter-gouvernementalisme sont-ils simultanément gérables dans l'actuel contexte (géo-)politique ?	351
A. – Les dangers inhérents au développement de l'intégration différenciée et de politiques purement intergouvernementales	351
B. – L'Union européenne en quête de légitimité et d'identité ..	352

C. – Les limites géographiques et politiques de l'UE et la recomposition du continent européen	353
D. – Les prochaines élections européennes : test de la légitimité démocratique effective de l'UE du Traité de Lisbonne	354
E. – Revenir aux principes fondateurs : le rappel du prix Nobel de la paix de 2012.....	357

La cohérence de la gouvernance économique Aspects juridiques

Jean-Victor LOUIS

I. – La complexité du cadre institutionnel et l'hétérogénéité des instruments.....	365
II. – Les éléments de cohérence	371
A. – La cohérence normative.....	371
B. – La cohérence institutionnelle	372
C. – Des éléments de rationalisation.....	373
III. – Les limites à la cohérence	374
A. – Un semestre européen encombré.....	374
B. – Le Conseil européen, un « gouvernement intermittent » ...	375
C. – La mise en œuvre défaillante des conclusions du Conseil européen	376
D. – Le rôle difficile du Parlement européen et de la Commission	376
E. – Le respect des droits fondamentaux en temps de crise	378
F. – Un budget de l'Union insuffisant	378
IV. – Les grands débats.....	379
A. – Le contrôle démocratique	379
B. – Le gouvernement de l'UEM	381
C. – Plus d'intégration par la méthode « communautaire »	383

**Les coopérations renforcées, quelques années plus tard :
une idée pas si mauvaise que cela ?**

Francesco MARTUCCI

I. – L'utilisation du mécanisme favorisée par l'absence de règles dirimantes	388
A. – La procédure résolument équilibrée	388
B. – La large marge d'appréciation	390
II. – Un mécanisme concurrencé par la permanence de formules ambivalentes.....	392
A. – La différenciation par le droit de l'Union	392
B. – L'internationalisation au service de l'Union.....	396

Brèves réflexions sur la citoyenneté européenne

Valérie MICHEL

Identité constitutionnelle et Constitution européenne

Jean-Denis MOUTON

I. – La nature normative supposée de la notion d'identité constitutionnelle.....	414
II. – Constitutionnalisation de l'Union européenne et mise en œuvre de l'identité constitutionnelle.....	418

**Compétences matérielles et obligations procédurales dans le cadre de la mise en œuvre des accords mixtes :
quels enseignements pour la portée de la loyauté ?
Réflexions à partir de l'arrêt *Lesoochranashe zoskupenie***

Eleftheria NEFRAMI

I. – L'obligation procédurale en tant que corollaire d'une compétence matérielle : la double portée du devoir de loyauté	429
A. – L'obligation procédurale contractée mais partiellement exécutée par l'Union.....	430
B. – Obligation procédurale et protection juridictionnelle effective lors de l'application du droit de l'Union	433
II. – La considération autonome de l'obligation procédurale et le devoir de loyauté dans l'action extérieure de l'Union	436

**L'évolution législative de l'Union européenne :
une législation pour les européens par les européens ?**

Fabienne PÉRALDI LENEUF

I. – L'évolution de la finalité de la législation de l'Union européenne : le développement d'une « New legislative culture »	443
A. – La législation allégée à la source d'un changement de culture législative	443
B. – De la réglementation intelligente à la réglementation affûtée : intégrer la réalité économique pour une nouvelle conception de la loi.....	447
II. – La législation de l'Union répond-t-elle aux exigences de la démocratie européenne ?	448
A. – La valorisation de l'évaluation et de la participation comme processus de légitimation de la norme : l'évincement du citoyen ?	449
B. – Le citoyen évincé dans l'évaluation <i>ex post</i> de la législation au profit des entreprises	450

**Les trois juridictions européennes strasbourgeoises :
voisins courtois ou mariage forcé, incestueux et polygame ?**

Corneliu-Liviu POPESCU

I. – Des liens proches.....	455
A. – ... voisins ou	455
B. – ... membres d'une même famille ?	458
II. – Des liens trop proches : mariage	459
A. – ... forcé,	459
B. – ... incestueux	460
C. – ... et polygame ?	466

Les défis budgétaires pour l'Union européenne

Manuel PORTO

I. – Caractérisation générale du budget de l'Union européenne .	469
II. – Les défis auxquels il faut donner réponse : la Stratégie Europe 2020	471

III. – Les ressources financières	475
A. – Le financement jusqu'à nos jours	476
B. – Propositions de financement déjà faites	478

Sauver l'Union européenne et/ou sauver l'euro ?

Jean-Louis QUERMONNE

Les constitutions nationales et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

Dominique RITLENG

I. – La convergence des standards de protection.....	493
A. – Le double impératif de convergence.....	493
B. – L'objectif : l'acceptation de l'autorité du droit de l'Union .	496
II. – Le conflit de normes	500
A. – L'article 53 de la Charte ou la priorité relative donnée au droit le plus protecteur	501
B. – L'article 4, § 2, TUE ou la priorité absolue (re)donnée au droit le plus protecteur?.....	505

Fundamental Values, Principles, and Rights after the Treaty of Lisbon: The Long Journey toward an European Constitutional Identity

Lucia Serena ROSSI

I. – Abundance and Overlap	511
II. – Fundamental Values	511
III. – Fundamental Principles in the Lisbon Treaty	514
IV. – Fundamental Rights between the Treaties and the Charter ..	515
V. – From Functionalism to an European Constitutional Identity .	517
VI. – Challenges and Shortcomings: Is the EU Model of Values Exportable?	520

**L'instrumentalisation des procédures préjudiciales
et de manquement**

Jean-Luc SAURON

I. – Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire du 2 mars 2012 (ci-après « TSCG »)	525
A. – Une procédure en manquement propre au respect de la transposition de la règle d'or en droit interne	526
B. – Une procédure très particulière	529
C. – La mécanique de ce manquement conventionnel s'articule avec le contrôle de la juridiction constitutionnelle nationale	529
II. – L'accord relatif à la juridiction unifiée du brevet (ci-après JUB)	530
A. – Le brevet européen à effet unitaire est le produit d'une construction complexe, hybride	530
B. – La marche heurtée vers une juridiction européenne des brevets	532
C. – L'accord du 19 février 2013 comporte les garanties demandées par la Cour de justice	533

**Das Verhältnis von nationalem Recht und Europarecht.
Anmerkungen zu einem Grundproblem der europäischen
Integration**

Prof. Dr. Dr. h.c. Jürgen SCHWARZE

Le « précédent » dans la jurisprudence du juge de l'Union

Denys SIMON et Anne RIGAUX

I. – Le précédent dans le contexte « inter-juridictionnel »	551
A. – L'autorité des précédents devant le Tribunal de l'Union	551
B. – L'autorité des précédents à l'égard des juridictions nationales	560
II. – Le précédent dans le contexte « intra-juridictionnel »	564
A. – La continuité mécanique ou la fonction alluviale	567
B. – La continuité rompue ou la fonction éruptive	573

Le citoyen roumain entre Strasbourg et Luxembourg

Simina TANASESCU

I. – Parcours de la Roumanie en Europe : fidèle ou néophyte ? ..	580
A. – Les conséquences mitigées de l'adhésion à la CEDH	581
B. – L'impact tempéré de l'adhésion à l'UE.....	583
II. – Le citoyen roumain en Europe : attentif et assidu	586
A. – Un contrôle juridictionnel interne de la manière dont l'UE protège les droits fondamentaux des citoyens...	587
B. – Justiciabilité des droits fondamentaux	587
C. – Champ d'application du contrôle	588
D. – Un contrôle juridictionnel externe de la manière dont l'UE protège les droits fondamentaux des citoyens...	589

**La Turquie et les critères politiques : quelques évidences
pour tirer au clair l'imbroglio de la décision d'ouverture
des négociations de 2004**

Alexis VAHLAS

I. – Du point de vue de l'Union européenne, la Turquie est un État européen	594
II. – La Turquie n'est pas en mesure de satisfaire aux critères politiques de Copenhague lorsqu'est décidée l'ouverture des négociations en 2004.....	597
III. – L'évaluation des critères politiques a été assouplie au bénéfice de la Turquie	602
IV. – Le fait de respecter les critères d'admission ne donne aucun droit à l'adhésion	608

Cour européenne des droits de l'homme et Cour de justice de l'Union européenne dans la problématique d'un accord d'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme : coordination ou subordination ?

Jean VERGÈS

I. – Le système de « protection équivalente » des droits fondamentaux par la Cour de justice de l'Union européenne	614
A. – L'interprétation autonome de la Convention européenne des droits de l'homme par la C.J.U.E.....	615
B. – L'interprétation guidée de la Charte des droits fondamentaux par la Cour de justice de l'Union européenne	617
C. – Une protection jugée « à tout le moins équivalente » des droits fondamentaux	618
1. – La « jurisprudence so lange » de la Cour constitutionnelle fédérale allemande	619
2. – L'arrêt <i>Bosphorus</i> de la CEDH	619
II. – Problématique d'un accord d'adhésion	620
A. – La longue marche vers l'indicatif présent	620
B. – L'Union européenne devant la Cour européenne des droits de l'homme.....	623
1. – La globalité du contrôle de conventionalité exercé par la CEDH	624
a) Le contrôle de la conventionalité du droit primaire de l'Union	624
b) Le contrôle de la conventionalité des actes de l'Union pris dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune	625
2. – Le mécanisme du codéfendeur et non la tierce intervention	625
3. – « Implication préalable » et non décision préjudiciable de la C.J.U.E.	628

**DROIT CONSTITUTIONNEL, DROIT COMPARÉ,
HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES**

**Pour une approche dialogique du droit constitutionnel
européen**

Laurence BURGORGUE-LARSEN

I. –	« Déterminer » la séparation des pouvoirs	642
	A. – Déterminer l'exercice du pouvoir politique	642
	1. – Les discussions judiciaires sur le principe d'attribution des compétences	643
	2. – Les discussions judiciaires sur le lieu d'exercice démocratique du pouvoir	646
	B. – Déterminer l'exercice du pouvoir judiciaire	647
	1. – Les fondements multiples de l'obligation de renvoi préjudiciel	648
	2. – Les titulaires multiples de l'obligation de renvoi préjudiciel	650
II. –	« Assurer » la protection des droits fondamentaux	653
	A. – Le temps de la création	654
	B. – Le temps de la consolidation effective	659
	1. – Les discussions judiciaires sur la validité du droit de l'Union	660
	2. – Les discussions judiciaires sur la conciliation des droits et libertés fondamentaux	662

**La primauté du droit de l'Union européenne sur le droit
portugais : un cas particulier**

Fausto DE QUADROS

I. –	L'état de la question jusqu'à la révision constitutionnelle de 2004	667
	A. – La révision de 1982	667
	B. – La révision de 1989	668
	C. – Appréciation critique des deux révisions susmentionnées .	668
	D. – Les révisions de 1992 et 2001	669
II. –	L'état de la question après la révision constitutionnelle de 2004	671

III. – La primauté dans la Constitution portugaise suite au traité de Lisbonne	672
A. – L'approche actuelle de la primauté par les traités	672
B. – La primauté dans la Constitution portugaise et les traités ..	675
IV. – Les modifications nécessaires	676
V. – La « clause européenne ».....	676
VI. – Conclusion	677

Le principe constitutionnel d'impartialité et les autorités de régulation économique et financière

Gabriel ECKERT

I. – L'émergence du principe constitutionnel d'impartialité	684
A. – Un contexte dominé par le droit européen.....	684
B. – Une évolution réalisée progressivement par le juge constitutionnel.....	686
II. – La portée du principe constitutionnel d'impartialité	688
A. – Des effets très rigoureux	689
B. – Un domaine d'application très étroit.....	691

La figure de droit constitutionnel de « l'État intégré » : le cas du Grand-Duché de Luxembourg

Jörg GERKRATH,

I. – L'État nation « indépendant » se transforme en État membre	699
II. – Les organes constitutionnels luxembourgeois assument des fonctions européennes	703
III. – La protection des droits fondamentaux est assurée dans l'espace européen	706
IV. – L'ordre juridique luxembourgeois s'ouvre au droit de l'Union	708

La nature ambiguë de l'impôt de solidarité sur la fortune

Jacques GROSCLAUDE

I. – L'impôt de solidarité sur la fortune, un impôt d'après le capital	711
A. – Les décisions du Conseil constitutionnel	711
1. – La décision n° 81-133 DC du 30 décembre 1981	712
2. – La décision n° 98-405 DC du 29 décembre 1998	714
B. – Les décisions des juridictions judiciaires	716
II. – L'impôt de solidarité sur la fortune, un impôt en capital	718
A. – La décision n° 2010-44 du 29 septembre 2010	718
B. – Les décisions des juridictions judiciaires	719

La constitution financière, une constitution pas comme les autres

Robert HERTZOG

I. – Une constitution financière discrète, règlementant des objets très variés	724
A. – Comptabilité et trésorerie	726
B. – L'impôt	727
C. – Le droit budgétaire	728
D. – L'énoncé de missions de l'État, donc de dépenses publiques	729
E. – Les contrôles	730
F. – Un objet constitutionnel longtemps trop étiqueté : les finances de l'État	731
II. – Une constitution financière souhaitée, déportée et en crise ..	732
A. – Un besoin de constitution financière	732
B. – Le droit financier fondamental hors de la constitution ..	733
C. – Crise et révision de la constitution financière : une crise de société ?	734

Retour aux sources de l'idée fédéraliste

Yves LEJEUNE

I. – Le principe du <i>foedus</i> ou le lien fédéral	740
---	------------

II. – Les aspects axiologiques	741
A. – La conciliation de l'autorité et de la liberté	741
B. – Le règlement pacifique des différends	743
C. – L'équilibre entre l'unité et la diversité	744
III. – Les exigences de solidarité et d'homogénéité	745
A. – La nécessaire solidarité	745
B. – L'exigence de l'homogénéité	746
IV. – L'aspect institutionnel	747
A. – Althusius ou la théorie fédérale de la souveraineté populaire	748
B. – Pufendorf et la théorie des unions interétatiques	749
C. – De Hamilton et Madison à Tocqueville : l'interprétation de la Constitution des États-Unis d'Amérique	751
1. – La souveraineté du peuple des États-Unis et son partage	751
2. – L'action directe de l'Union sur les citoyens des États ..	752
3. – Le rôle du pouvoir judiciaire fédéral	753
4. – La participation des États à la souveraineté nationale ..	754
5. – Une Constitution « mixte » ?	754

La raison d'État au service de la liberté

Éric MAULIN

I. – De l'état d'exception à la raison d'État	759
II. – Paradoxe de la tolérance et conception substantielle de la constitution	761
III. – La Constitution n'est pas un pacte suicidaire	766

L'adaptation de la République française à l'Union européenne

Henri OBERDORFF

I. – La conception assumée d'une « européanité » théorique de la République française dans l'Union européenne	774
A. – Une identité constitutionnelle préservée	774
B. – Une identité constitutionnelle euro-compatible	776

II. – L’engrenage insoupçonné d’une européanisation concrète de la République française pour l’Union européenne	778
A. – L’européanisation du texte de la Constitution de la République française	779
B. – L’européanisation de la pratique constitutionnelle de la République française	781

Nations sans État et Union européenne

Stéphane PIERRÉ-CAPS

I. – Une question constitutionnelle	790
A. – La Catalogne	792
B. – L’Ecosse	796
II. – Une question européenne	797

Rothbard, économiste et philosophe politique ?

Jean-Michel POUCHON

I. – La liberté individuelle	802
A. – Redécouvrir Aristote	802
B. – Poursuivre la pensée de Locke	803
C. – La philosophie du droit chez Robinson Crusoé	804
D. – La liberté n’est qu’échange de droits de propriété	805
II. – La propriété, fondement des droits de l’homme	806
A. – La liberté d’expression	806
B. – L’occupation de l’espace urbain	807
C. – L’animal a-t-il des droits ?	807
III. – L’État, voilà l’ennemi	808
A. – La logique anarchiste	808
B. – La critique de l’impôt	808
C. – Les idéologues de l’État	809
IV. – La stratégie de la liberté	811
A. – L’eudémonisme politique ou le bonheur, une idée possible	811
B. – L’action d’un mouvement libertarien	811
C. – Un optimisme	812

**À propos des décisions en matière électorale n° 2013-667 et
n° 2013-668 du 16 mai 2013 du Conseil constitutionnel,
quelques réflexions sur l'instabilité de la règle de droit
électoral sous la Ve République**

Thierry RAMBAUD

I. – Des modifications récurrentes de la règle de droit électoral .	817
A. – Un cadre constitutionnel et européen assez peu contraignant	818
B. – L'accélération des modifications de la règle électoral	821
II. – Les incertitudes résultant de ces modifications récurrentes .	824
A. – Les objectifs poursuivis	824
B. – Législation électoral et régime politique	826

**Le régime portugais en matière de responsabilité de l'État
à la (double) lumière du droit de l'Union européenne**

Maria José RANGEL DE MESQUITA

I. – Le régime portugais de la responsabilité de l'État en bref : évolution et traits fondamentaux	830
A. – De la Constitution de 1976 à la Loi n° 67/2007 du 31 décembre	830
B. – Les différents régimes de responsabilité des pouvoirs publics	832
1. – Responsabilité de l'État-administration	832
2. – Responsabilité de l'État-juge	833
3. – Responsabilité de l'État-législateur	833
II. – Le régime portugais de la responsabilité de l'État à la (double) lumière du droit de l'Union européenne	835
A. – Le régime portugais en question dans le cadre d'un arrêt en manquement sanctionnant : les cas <i>Commission c. Portugal et Portugal c. Commission</i> et les (nouvelles) questions qu'ils soulèvent	835
1. – Les cas <i>Commission c. Portugal et Portugal c. Commission</i> : les questions	835
2. – À suivre : le pourvoi introduit par la Commission	840
B. – Le régime portugais et sa conformité matérielle avec le droit de l'Union européenne	843

**Considérations sur la clause d'inaliénabilité volontaire
dans le Nouveau Code civil roumain**

Valeriu STOICA

I. –	Historique et sources	847
II. –	Fondement juridique	849
III. –	Nature juridique	850
IV. –	Effets juridiques	852
V. –	Champ d'application	854
	A. – Les actes juridiques qui peuvent inclure une clause d'inaliénabilité	854
	B. – Les droits réels principaux qui peuvent être indisponibilisés	857

**Vers un modèle européen de responsabilité pénale des
personnes morales**

Prof. dr. Florin STRETEANU

À propos d'une collection de manuels de droit

Didier TRUCHET

I. –	Une collection de manuels	877
	A. – L'objectif et le format	878
	B. – Le choix des titres	879
II. –	Des auteurs	881
	A. – Le choix de l'auteur	881
	B. – L'attitude des auteurs	882
	C. – L'accompagnement des auteurs	883
III. –	Des ouvrages	884
	A. – La carrière de l'ouvrage	884
	B. – Les rééditions	885

Le référendum du 7 avril 2013 en Alsace

Jean WALINE

I. –	Le problème : le millefeuille territorial	887
II. –	Les précédents	889

III. – La décision de proposer la fusion des collectivités alsaciennes	890
IV. – L'inadaptation de la procédure que l'on a dû suivre.....	891
V. – La campagne électorale et le scrutin.....	894
VI. – Et maintenant?	896

Litige
Variations sur le thème de...

Georges WIEDERKEHR

Table des matières.....	911
--------------------------------	------------